

LAQUAIS

Dans un billet d'humour intitulé «Slippendragers» (littéralement *ceux qui tiennent les basques*, donc les *laquais*) que *De Morgen* a publié le 8 juillet 2013, Steve Samyn, chef de la rédaction politique, stigmatisait l'attitude des socialistes wallons à l'égard de la monarchie :

doit être accepté sans discussion. Rarement le terme de «laquais» a été plus approprié.»

« Lahaut avait raison »

Le 6 juillet, le même journal publie une tribune de son chroniqueur Bart Beeckhout : «*Julien Lahaut avait raison. Vive la République*», sous-titrée «*Comment pouvons-nous être une démocratie si nous n'osons être une république ?*».

mique autour de sa formule historiquement peu fondée sur les «*années 30*» illustre que le pont entre les communautés est devenu dangereusement étroit. Pour les ennemis de l'État Belgique, le roi, qui par définition ne peut se défendre, est devenu une cible facile. Plutôt que se cacher derrière «leur» roi, les partisans de la survie de ce pays feraient mieux d'assurer leur défense eux-mêmes!

Cette irresponsabilité du chef de l'État doit constituer l'objection majeure pour les démocrates. La responsabilité d'un président peut être mise en cause soit par des élections directes, soit par une procédure de destitution en cas de problème. Un roi ne peut être remplacé que par un membre de sa famille ou par une révolution.

Philippe était révélateur par son vide sidéral, sauf sur un point : il déferait immédiatement à l'exigence exprimée par Kris Peeters de voir le gouvernement flamand traité à l'égal du gouvernement fédéral. Même une francophonie toute d'apparence ne doit plus offusquer la majorité : l'entourage devra être plus flamand (suivant en cela la recommandation de l'ineffable professeur Choron, pardon ! Cheron, Écolo, sur le plateau de Mise au point), et les enfants du nouveau roi ne sont-ils pas déjà scolarisés à Sint Jan Berchmans, à tel point, nous apprend *Het Laatste Nieuws* (6 juillet), que la princesse héritière a des problèmes en... français ?

José Fontaine, qui, sans être pourtant réunionniste, s'affirme résolument en faveur de la République, à la fois comme projet et comme forme radicale de la démocratie, dans la tradition française, a produit il y a vingt ans une critique très argumentée de la monarchie belge, dont nous nous plaisons à rappeler les thèses principales :

Quelques réflexions pour conclure

À lire la presse flamande, les sentiments républicains sont plutôt bien portés chez les intellectuels de gauche, par ailleurs peu suspects de sympathie pour les nationalistes de la N-VA et du Vlaams Belang : si les séparatistes sont évidemment républicains, tous les républicains ne sont pas séparatistes, contrairement au raccourci simpliste d'Olivier Maingain («*les républicains cachent mal leur séparatisme*»). Quant aux politiciens francophones traditionnels, ils adoptent une dangereuse attitude de Gribouille : plus ils se groupent frieusement autour du trône pour sauver «leur» Belgique, plus ils contraignent le roi à donner des gages au Nord. À cet égard, le premier discours de

– en Belgique, le roi a plus de pouvoir réel que dans les autres monarchies constitutionnelles européennes, de sorte que ceux qui, par opportunité ou par conviction, minimisent son importance, contribuent paradoxalement à conforter ce pouvoir, qui se nourrit de sa propre négation et du secret dont il s'en-toure ;

– si le régime héréditaire, qui place en fait un tiers non élu à la tête de l'État, est indispensable au maintien de l'union des peuples qui le composent, alors cet État n'est pas digne de survivre, car il n'est pas ou plus une communauté volontaire de citoyens réellement libres?

Pour l'auteur, la prestation de serment est «un étrange spectacle», car «cet évènement sera célébré dans le cœur de la démocratie, le Palais de la Nation. Une dans une révérence de cour, la représentation édue du peuple saluera son chef d'État non élu [...] À part le fait d'être le fils de son père, Philippe n'a dû monter aucun mérite qui le rende spécifiquement apte à la fonction de chef d'État.

Ce qu'il y a de fou, c'est que, dans notre pays, ce point ne sera jamais contredit... Mais, ajoute-t-on immédiatement, c'est la Belgique [en néerlandais, dit is nu énnamal België : véritable leinmoiv chargé d'ironie en Flandre, NDLR]. Dans ce pays au régime politique compliqué, une monarchie, qui se situe au-dessus des partis et des communautés, est nécessaire comme une clé de voute institutionnelle... La Belgique comme échiquier : faites tomber le roi, et la partie est terminée. [...] Comment pouvons-nous être une démocratie si nous n'osons être une république ? [...]

Interposer explicitement le souverain en gardien de la cohésion du pays rend presque impossible une monarchie protocolaire. [...] Même Albert II a dû constater que, justement parce qu'il était contraint à un rôle actif, sa fonction était entraînée dans les sables mouvants de la politique. La po-

– si le régime héréditaire, qui place en fait un tiers non élu à la tête de l'État, est indispensable au maintien de l'union des peuples qui le composent, alors cet État n'est pas digne de survivre, car il n'est pas ou plus une communauté volontaire de citoyens réellement libres?

1 Voir «Le roi, De Wever et les autres», 4 Millions 7, janvier 2013.

2 Les faces cachées de la monarchie belge (ouvrage collectif) et José Fontaine, Le citoyen déclassé : monarchie et société, numéros spéciaux communs des revues Toudi et Contradictions, publiés respectivement en 1991 et 1995.



FRANCE
WALLONIE-BRUXELLES

Les Diables Rouges, arme anti-N-VA ?

Dès le lendemain du match amical de football Belgique-France, le journaliste Olivier Mouton rédigeait un article au titre agressif sur le site du *Vif* : *L'Express* : « *Les Diables Rouges, l'arme anti-N-VA ?* ». Dans la foulée, l'hebdomadaire de langue française le plus lu en Wallonie et à Bruxelles faisait du titre sa page de couverture à une nuance près : le point d'interrogation disparaissait. L'équipe nationale de football belge serait donc une arme pour influencer le vote flamand et le détourner de la N-VA. Cette instrumentalisation du sport le plus populaire dans chaque région du pays mérite que l'on s'y arrête.

Chaque match des footballeurs belges donne lieu à un batage médiatique où chaîne privée et publique s'adonnent à une surenchère virulente. C'est à qui en fera le plus pour créer en Wallonie et à Bruxelles un climat euphorique et sublimer ainsi un sentiment de fierté « nationale » qui se veut unanime.

Pense-t-on un instant à tous nos concitoyens qui se sentent étrangers à tout sport ou encore à celles et ceux qui détestent tout esprit de compétition ? Pense-t-on à tous ces

sportifs qui regrettent avec raison qu'il n'y en ait que pour les « fouteux », au détriment de la discipline sportive qui leur tient à cœur ?

Personnellement, je me range du côté des citoyens qui aiment tous les spectacles sportifs. Un beau match de football peut donc susciter chez moi un grand enthousiasme, mais de là à transformer en guerrier politique chaque diable rouge, il y a un pas sinon un gouffre que je me refuse à franchir.

Au-delà du spectacle proprement dit, plusieurs choses ont retenu mon attention dans ce match.

La Marseillaise sifflée par le public belge. Ce comportement sera regretté le lendemain à la radio par l'entraîneur des Diables Rouges, Marc Wilmots.

La Brabançonne chantée en français par le public, ce qui prouve que les Diables Rouges trouvent une majorité de supporters en Wallonie et à Bruxelles.

La main posée sur le cœur des joueurs belges pendant la Brabançonne. La mise en scène est parfaite, semblable à celle de pays peu démocratiques.

Une foule bariolée de noir-jaune-rouge. Coqs wallons, lions flamands et iris bruxellois sont bannis.

Le commentaire du « journaliste » ne manque pas de parler de l'absence du roi et des membres de la famille royale, tout en insistant lourdement sur l'attachement de Philippe aux Diables Rouges.

La majorité des joueurs alignés contre la France sont des Wallons ou des Bruxellois entraînés par un « asexué linguistique », parfait bilingue, mais Wallon, même s'il ne revendique que sa belgitude.

Chacun sait que rien n'est plus versatile que l'engouement d'un public sportif, particulièrement en football. L'équipe belge a du talent, certes, mais elle doit encore se qualifier, et un accident est vite arrivé. Les déplacements en Écosse et en Croatie ne seront pas les parties de plaisir que certains imaginent.

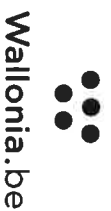
Ivo Belet, député européen CD&V spécialiste des questions liant football et politique, soulignait : « *Les succès des Diables réveillent un sentiment belge, c'est indéniable. Dans les tribunes, c'est tout rouge-jaune-*

noir. [...] *Cet engouement a une signification politique, ce qui est dérangeant pour ceux qui ne croient plus en la Belgique.* »

Mais cet état d'esprit peut-il être partagé par les électeurs de la N-VA ? La Brabançonne chantée en français, la foule bariolée en noir-jaune-rouge, une majorité de joueurs belges francophones, un entraîneur wallon, la mise en scène belgicaine, tout cela fait resurgir la Belgique unitaire de papa. Cette Belgique mythique n'est-elle pas l'exemple même de ce que déteste une grande majorité de Flamands ?

Récemment, Robert Collignon me disait : « *La Belgique a une belle équipe composée d'individualités talentueuses formant un collectif. Je me réjouis de voir l'éclosion d'un Wallon comme Eden Hazard. Pendant le match, l'état d'esprit des joueurs met de côté les appartenances régionales ou communautaires. Mais quand les joueurs flamands rentrent chez eux, ils laissent le rouge à Bruxelles pour ne garder que le jaune et le noir, à la différence des joueurs wallons et bruxellois qui restent belges avant tout.* »

Paul Durieux



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



CINQ POINTS, C'EST TOUT

Le coq est passé à la broche. La Wallonie est maintenant symbolisée par cinq points censés former le W. Comme c'est loin d'être clair, on écrit en dessous *Wallonia* (le français ne nous identifie pas !). Voilà le « branding » (marque déposée), comme dit le ministre-président Demotte, qui précise : « *Il faut pouvoir nous différencier.* » Qu'il se rassure : c'est réussi à ce seul égard !

Rappelons que la Fédération Wallonie-Bruxelles, elle, a pour logo des lettres cunéiformes qu'aurait tracées un Babylonien ivre.

Juste ciel, par qui sommes-nous dirigés ?



DE QUELQUES VÉRITÉS ENFIN VISIBLES ET PARFOIS DITES

Est-ce Einstein qui a dit que la vérité ne triomphe jamais, mais que ses ennemis finissent par mourir ? Je ne sais plus trop. Cet aphorisme en tout cas s'applique à merveille, chez nous, à quelques vérités qui sortent enfin du puits, encore humides et frissonnantes.

Sur l'Europe

Dans l'Hexagone comme en Wallonie, le consensus europhile des sociaux-démocrates (dont il est superflu de rappeler le mal qu'il a fait à l'économie wallonne, pour la plus grande jubilation des banques et des multinationales sans scrupules) est en train de se craquelier. Une mention spéciale pour le nouveau président du PS Paul Magnette, qui vient de donner un début de justification à l'espoir – très vigilant – que nous met-

roce et stupide de l'eurocratie, relais des forces occultes de la mondialisation. Nous entendons bien que M. Magnette n'est pas encore le vrai patron du boulevard de l'Empereur et qu'il doit manœuvrer à rebours des vieux conditionnements d'esprits intoxiqués par des décennies d'illusions et de mensonges. Il n'en reste pas moins qu'une trop longue discordance entre les paroles et les actes ne laisserait de lui dans les mémoires désabusées qu'un prometteur de rags sans cesse ajourné.

En attendant, l'Union européenne continue de (mê) faire ce que ne font ni les États-Unis, ni le Japon, ni la Chine. Au lieu de vivifier par des injections de liquidités une économie déprimée, elle accable ses peuples par ses exigences d'austérité et de diète financière – en épargnant les banquiers. Au lieu de riposter énergiquement aux mesures que prennent les autres pour protéger leur marché intérieur et de pratiquer paisiblement leur dumping, elle mesure frileusement le tir de ses contre-batteries (il est vrai que l'Allemagne, aveuglément tendue vers un libre-échange à outrance qui lui coûtera cher un jour, y est pour quelque chose). Sur ce dernier point toutefois, les idées évoluent. Le mot de protectionnisme est encore tabou, mais la chose apparaît dans la notion de « juste échange » prônée par M. Magnette et dans le souci exprimé par M. Charles Michel que l'Union instaure des taxes douanières à motivation sociale et environnementale.

Mais, comme disent les Espagnols, le songe peut se perdre entre l'assiette et la bouche. Alors que son président raisonne sainement, le PS vote sans état d'âme le traité budgétaire européen, dont l'objectif majeur est de réduire le déficit public à 0, 5 % du PIB. La compression jusqu'à 3 % nous a déjà couchés sur le lit de Procuste, et c'est encore loin d'être fait. Avec 0, 5 %, c'est la ruine assurée du système social, le tarissement de nos ressources productives et l'asservissement perpétuel de la puissance publique au néo-libéralisme fé-

État membre isolé. Renforcer l'intégration européenne ne ferait qu'aggraver le mal. C'est un coup de force institutionnel qui permettra de construire la seule Europe qui soit vraiment durable : celle des nations que voulait de Gaulle. La France, qu'étrangle l'eurocratie, saura-t-elle éclairer, une fois de plus, la voie du salut ?

Sur la monarchie

Dépassé par l'époque, cabossé par la vie, Albert II s'en est allé à la brocante de la petite histoire. Comme de juste, il fut salué par les proserneurs des nains du sérail – le faste en moins, on se serait cru à la cour d'un sultan. Il n'empêche que, bien après les Flamands, bon nombre de francophones ont découvert la monarchie, depuis un an, sous le

jour imprécis de ses silences gênés, de ses tripotages fiscaux et de ses petits secrets familiaux pas trop reluisants. Mais l'essentiel n'est pas là. Il est en ceci que cette institution d'un autre temps perturbe le jeu démocratique et reste un rouage de ce qui sert d'unité à un royaume heureusement chancelant. À ce double titre, elle est vouée à disparaître. On a réduit les dotations de la sainte famille, c'est bien, c'est loin d'être assez. Encore un effort : caciques du Système, la République nous attend !

Sur les services publics

Dans quel état ils sont ! À cause de l'Europe, bien sûr, mais aussi à cause des créatures partisans qui ne les dirigent que pour les appauvrir et les subvertir. Le cas de la SNCB est particulièrement exemplaire. Le désordre le plus complet règne sur le rail : retards et suppressions de trains (surtout sur les lignes wallonnes), communications inaudibles sur les quais

des grandes gares aux heures de pointe, dysfonctionnements techniques, gestion calamiteuse du dossier FYRA, etc. Son état-major, qui mérite le limogeage depuis longtemps, a perdu le contrôle de son outil – si tant est qu'il l'eût jamais eu. Il engraisse des consultants, comme si ses cadres étaient incapables de lui fournir des solutions (rassurez-vous : les bureaux d'étude participatives n'y perdent pas du tout !). Et il n'oublie pas de se payer des salaires fabuleux, dont ne rêvaient même pas leurs devanciers. Le ministre Labille a raison de vouloir y mettre bon ordre, mais c'est quand ?

La machinerie de la Poste a beau être moins complexe, le fonctionnement en est aussi discutable : la notion de service public se dilue dans le rétrécissement du service... au public et l'entrée en bourse prélude à un grand bond en avant de la privatisation. Et comme dans les chemins de fer, le climat social a la fraîcheur de la banquise.

La plus haute hiérarchie, les « chief executive officers » comme on les appelle maintenant dans le langage de la pensée unique, ne sont pas les seuls coupables. Il faudrait fendre aussi l'oreille des administrateurs nommés par la patriciate, selon ses règles, dont le facteur principal est la docilité. Ils roupillent, n'empêchent rien et se taisent quand ils voient ce qui pourrait gêner leurs protecteurs. Sur un pareil terreau, la truanderie finit par fleurir. Ne croyez surtout pas que le cas d'Edmée De Groeve, ex-présidente de la SNCB, de l'aéroport de Charleroi et de la Loterie nationale (ex-grande copine aussi de M. Di Rupo), soit unique en son genre et dissuasif pour l'avenir.

Jacques Rogissart